

# MARCHE PUBLIC D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

### Objet du Marché :

**MARCHÉ 2025-007 : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR  
L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PILOTES DEDIES A LA  
FERMENTATION ET AUX OPERATIONS AMONT ET AVAL**

### Procédure :

Appel d'offres ouvert  
(Passé en l'application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique)

### Pouvoir adjudicateur :

**INSA de Toulouse  
Pôle Marchés  
135 Avenue de RANGUEIL  
31077 TOULOUSE Cedex 4**

Représenté par son Directeur, Madame Alexandre BERTRON

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

<u>Code NACRES :</u> EB.02 – assistance à maitrise d'ouvrage (hors bâtiments et si - télécom)	<u>Organisme de publicité :</u> PLACE et JOUE
<u>Code CPV :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- 71621000-7 - Services d'analyse technique ou services de conseil</li><li>- 79418000-7 - Services de conseil en matière d'acquisitions</li></ul>	<u>Service instructeur :</u> CRITT Bio-industries
	<u>Version du document :</u> <b>16/01/2025 (date de publication du marché)</b>

## Table des matières

1	4
<b>OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1-2 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1-3 – IDENTIFICATION DU TITULAIRE	5
1.3.1 Contractant unique	5
1.3.2 Cotraitants	5
1.3.3 Sous-traitant	5
1.4 – DIVISION EN LOTS	7
1.5 - DECOMPOSITION EN TRANCHES	7
1.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS)	7
1-6-1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire	7
1-6-2 Prestation supplémentaire éventuelle facultative	7
1.7 - VARIANTES	7
2	7
<b>PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
3	7
<b>DELAI D'EXECUTION – DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
4	7
<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
5	8
<b>PRIX</b>	<b>8</b>
5.1 – CONTENU DES PRIX	8
5.2 – VARIATION DANS LES PRIX	8
5.2.1 – Mois d'établissement des prix du marché	8
5.2.2 – Choix de l'index de référence	8
5.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée	8
6	8
<b>EXECUTION FINANCIERE DU MARCHÉ</b>	<b>8</b>
6.1 – AVANCE	8
6.2 – ACOMPTE	9
6.3 – SOLDE	9
6.3.1 – Présentation de la facture	9
6.3.2 – Transmission des factures	9
6.3.3 – Informations nécessaires pour déposer les factures sur Chorus	10
6.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
6.5 – NANTISSEMENT	10
7	11
<b>PÉNALITÉS</b>	<b>11</b>
7.1 – GENERALITES	11
7.2 – PENALITES DE RETARD	11
7.2.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d'exécution	11
7.2.2 – Pénalités pour non – respect de la note méthodologique	11
7.2.3 – Pénalités pour travail dissimulé	11
7.2.4 – Pénalités pour non déclaration d'un sous-traitant	11
7.2.5 – Pénalités sur autres litiges d'exécution	11
8	11
<b>ASSURANCES</b>	<b>11</b>
9	11
<b>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b>	<b>11</b>

10 .....	12
<b>CLAUSES DE REEXAMEN .....</b>	<b>12</b>
11 .....	12
<b>DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION .....</b>	<b>12</b>
11.1 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS .....	12
11.1.1 - Conciliation par un tiers .....	12
11.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable.....	12
11.2 - RESILIATION DU MARCHE .....	12
11.3 – INDEMNITE DE RESILIATION .....	12
11.4 – INDEMNITE DE RESILIATION .....	13
11.4 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE .....	13

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition d'équipements pilotes dédiés à la fermentation et aux opérations amont et aval. Précisément l'acquisition d'équipements clés de la plateforme technologique, ainsi que les utilités et toutes les structures de support nécessaires à leur bonne utilisation.

La description détaillée des missions est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

L'institut National des Sciences Appliquées de Toulouse est un établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel rattaché au Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation. Implanté sur un campus de 2.4 hectares, l'INSA de Toulouse, ouvert depuis 1963, est une école d'ingénieurs accueillant plus de 3 200 étudiants sur le campus et diplômant environ 580 étudiants par an.

L'établissement exploite 22 bâtiments pour une surface de plus de 75 000 m<sup>2</sup>.

Le projet s'inscrit dans la mise en place d'une nouvelle plateforme technologique sur le site de l'INSA de Toulouse. Cette plateforme comprend un bâtiment (B44) dont la construction débutera au second trimestre 2025.

Le bâtiment sur 4 niveaux est conçu afin d'accueillir sur une surface au sol de 990 m<sup>2</sup> :

- ☐ Au RDC : une halle pilote ainsi que des laboratoires et espaces techniques associés
- ☐ Au R+1 : une mezzanine associée à la halle
- ☐ Au R+2 : des bureaux dédiés au CRITT Bio - industries et des bureaux et laboratoires dédiés à l'accueil d'entreprises / start ups hébergés au sein de l'INSA
- ☐ Au R+3 : des bureaux et laboratoires dédiés à l'accueil d'entreprises / aux start-ups

La plateforme sera utilisée par le Critt Bio - industries pour permettre le développement des procédés à échelle préindustrielle (TRL 6 à 8) et compléter l'offre de mise à l'échelle procédés proposée actuellement.

Ce laboratoire modulaire et évolutif, permettra aux équipes de:

- ☐ Tester et qualifier des procédés
- ☐ Réaliser des études de prédimensionnement industriel et,
- ☐ Produire des lots de démonstration

Les équipements seront à installer dans le bâtiment B44, au sein de la halle de démonstration et de scale-up du Critt Bio - industries.

Les équipements étant situés dans un établissement d'enseignement supérieur et de recherche, ils devront proposer des niveaux d'instrumentation suffisamment complets et autonomes permettant de répondre aux enjeux des projets d'enseignement de recherche qui y seront menés.

Pour chaque lot, le prix est global et forfaitaire.

### 1-2 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/PI) sont désignés :

#### Pouvoir Adjudicateur :

**INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES**

135, Avenue de Ranguet  
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Représenté par son Directeur, Madame Alexandre BERTRON

**Service habilité à recevoir les documents devant être adressés au Pouvoir Adjudicateur :**

**Service infrastructures  
INSA TOULOUSE**  
135, avenue de Ranguet  
31077 TOULOUSE CEDEX 4

**Comptable assignataire des paiements :**

Agent Comptable de l'INSA de Toulouse  
135, avenue de Ranguet  
31077 TOULOUSE CEDEX 4

## **1-3 – IDENTIFICATION DU TITULAIRE**

### **1.3.1 Contractant unique**

Le contractant unique est une personne physique ou morale désignée à l'acte d'engagement.

### **1.3.2 Cotraitants**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire conformément aux dispositions des articles R2142 et suivants du code de la commande publique. La forme du groupement est imposée par le pouvoir adjudicateur pour permettre d'assurer la continuité de la prestation.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de défaillance du mandataire, et suivant les dispositions du CCAG PI, à défaut de désignation et/ou d'agrément le membre du groupement de second rang sera désigné comme mandataire sous réserve du droit de résiliation du marché prévu par le CCAG.

### **1.3.3 Sous-traitant**

Le Titulaire d'un marché peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la Commande Publique).

Le dossier d'agrément du sous-traitant est obligatoire et doit comporter :

- La déclaration de sous-traitance :
  - La nature des prestations sous-traitées
  - Le nom, la raison, ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant
  - Les conditions de paiement du sous-traitant (montant maximum des sommes à verser au sous-traitant, modalités de variation du prix, régime des avances, acomptes, réfections, et pénalités)

**Le Titulaire devra utiliser le formulaire DC4 fourni dans les documents de la consultation.**

- Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :
  - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de la part sous-traitée
  - Le RIB du compte sur lequel se sous-traitant souhaite être payé
  - Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois (ou
  - Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre,
  - Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail
  - Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaire)

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis au maître d'ouvrage (courrier recommandé ou remis en mains propres lors des réunions de chantier).

Le Pouvoir adjudicateur ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la Commande Publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

#### 1.4 – DIVISION EN LOTS

Le marché n'est pas alloti en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes, conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

#### 1.5 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet

#### 1.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS)

##### 1-6-1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

Aucune prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n'a été définie.

##### 1-6-2 Prestation supplémentaire éventuelle facultative

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'a été acceptée.

#### 1.7 - VARIANTES

Aucune variante n'a été acceptée.

## 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ▶ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
  - L'annexe 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire
  - L'annexe 02 – Notification du marché (formulaire NOTI5)
- ▶ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ;
- ▶ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ▶ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) ;
- ▶ L'offre technique et financière du titulaire.

Les pièces désignées ci-dessus deviennent contractuelles à compter de la notification du marché au Titulaire. En cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

**Notification** : la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'INSA et de ses annexes au Titulaire.

Cette remise est opérée via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article 2 deviennent contractuelles.

## 3 DELAI D'EXECUTION – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification.

La durée globale d'exécution du marché court de sa notification jusqu'au 30 juin 2028.

## 4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Se référer au CCTP

### 5.1 – CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un **prix global et forfaitaire** dont la décomposition est donnée à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement – décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont définitifs, fermes et actualisables.

### 5.2 – VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont définitifs, fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-après (articles R2112-9 et suivants du Code de la Commande Publique)

#### 5.2.1 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence, c'est-à-dire le mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

#### 5.2.2 – Choix de l'index de référence

L'index de référence « I » pour l'actualisation des prix est l'index suivant : ING – ingénierie (*index divers de la construction*).

Les index sont consultables sur le site de l'INSEE.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C d'actualisation, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/lo}$$

Dans laquelle Im et lo sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois d'actualisation).h

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

#### 5.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

### 6.1 – AVANCE

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, si les conditions énoncées dans le code de la Commande Publique sont réunies.

Cependant, le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande (GAPD) engageant le Titulaire au remboursement, s'il y a lieu, du montant de l'avance consentie.

Le montant de cette avance est fixé à 30% du montant du marché.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire dès que le montant des prestations qu'il a exécutées atteint 65% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Ce remboursement sera terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.



Une avance forfaitaire peut être versée aux sous-traitants dans les conditions prévues aux articles R2193-17 et R2193-21 du Code de la Commande Publique.

## **6.2 – ACOMPTE**

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement de la mission conformément aux dispositions de l'article L2191-4 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier suivant : 100% à la réalisation de chaque élément mission conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire. Concernant les rapports, l'acompte n'est exigible qu'à l'acceptation du dernier rapport transmis. L'acceptation se fait par écrit.

## **6.3 – SOLDE**

### **6.3.1 – Présentation de la facture**

Le solde ne pourra être payé qu'après l'exécution de l'ensemble des prestations conformément à l'article 4 du présent CCAP.

La facture comporte impérativement les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- Les références du présent marché (numéro et intitulé)
- Le nom et l'adresse complète du service destinataire de la commande
- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C.

### **6.3.2 – Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- ✓ Déposer ses factures sur le portail ;
- ✓ Saisir directement ses factures ;

#### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

### 6.3.3 – Informations nécessaires pour déposer les factures sur Chorus

- Adresse de facturation :  
**INSA**  
**Service facturier**  
**135 AVENUE DE RANGUEIL**  
**31077 TOULOUSE**  
**FRANCE**
- N° de SIRET de l'INSA : **193.101.524.00018**
- N° de TVA intracommunautaire : **FR.20.193.101.524**
- N° d'engagement : **sera communiqué à la notification du marché**
- N° de code service : **pas de code service**
- En cas de cotraitance :
  - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
  - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

- ◆ En cas de sous-traitance :

Dès lors que le montant de la partie sous-traitée est d'au moins 600,00 € TTC, le sous-traitant de premier rang agréé et dont les conditions de paiement ont été agréées sera payé directement par le Pouvoir adjudicateur. La rémunération de sous-traitants ayant droit au paiement direct se fait dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance (DC4).

- ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. S'il utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation de la facturation, il dépose simplement sa demande de paiement ; et le Titulaire pourra l'accepter ou la refuser sous 15 jours.
- ◆ Le Titulaire transmet les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Pouvoir adjudicateur. L'acceptation de la demande de paiement peut prendre la forme **d'une attestation de paiement direct du sous-traitant** signée par le Titulaire
- ◆ Le sous-traitant doit transmettre au Pouvoir adjudicateur la copie des factures qu'il a transmise au Titulaire, si le Titulaire n'a pas accepté sa demande de paiement dans les temps (article R2193-14 du Code de la Commande Publique).
- ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ◆ Ce délai court à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ◆ Le Pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ◆ En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### 6.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **30 jours**, pour procéder au paiement des sommes dues.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit, sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la banque centrale européenne (B.C.E.) augmenté de 8 points.

Les règles relatives aux intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont fixées par les articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### 6.5 – NANTISSEMENT

En cas de nantissement, sont désignés :

\* comme Ordonnateur :

*Madame la Directrice de l'INSA de Toulouse ;*

\* comme comptable Assignataire des Paiements :

*Monsieur l'Agent Comptable de l'INSA de Toulouse*

## **7 PÉNALITÉS**

### **7.1 – GENERALITES**

Les pénalités provisoires pourront être constatées sur simple constatation de la défaillance du Titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

Les montants de pénalités décrits à l'article 7.2 sont des montants hors taxes (HT).

Les pénalités provisoires sont appliquées sur les états d'acompte correspondant.

### **7.2 – PENALITES DE RETARD**

#### **7.2.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d'exécution**

En cas de retard à l'expiration du délai d'exécution ou dans la présentation des documents, il sera appliqué une pénalité journalière égale à 1/250ème du montant du marché,

#### **7.2.2 – Pénalités pour non – respect de la note méthodologique**

Une pénalité forfaitaire de **1 500€** TTC pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

#### **7.2.3 – Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **7.2.4 – Pénalités pour non déclaration d'un sous-traitant**

Une pénalité de **1 500 €** HT sera appliquée, par jour calendaire à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré, et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

#### **7.2.5 – Pénalités sur autres litiges d'exécution**

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations (absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations du pouvoir adjudicateur, absence à une réunion sur site...), une pénalité forfaitaire de **1 500€** TTC par manquement pourra être appliquée.

## **8 ASSURANCES**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes des dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. À défaut de production de ces pièces, le Pouvoir Adjudicateur peut, de façon unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **9 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Le chapitre 5 du CCAG-PI s'applique concernant l'utilisation des résultats.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-PI, l'option retenue s'agissant du régime des droits de propriété intellectuelle est la A.

## **10 CLAUSES DE REEXAMEN**

Conformément aux L2194-1 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- ✓ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- ✓ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- ✓ Changement de dénomination du Titulaire ;
- ✓ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- ✓ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

## **11 DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION**

### **11.1 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS**

#### **11.1.1 - Conciliation par un tiers**

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis : La DGCCRF avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

#### **11.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable**

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

Conformément à l'article D2397-2 du code de la commande publique et son annexe 18, les parties conviennent de recourir au Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA) de Bordeaux, territorialement compétent, avant toute procédure judiciaire.

Le CCIRA pourra être saisi d'un différend, à tout moment de l'exécution du marché, par l'INSA ou par le titulaire après un premier rejet de sa demande par l'INSA. Cette saisine a pour effet de proroger le délai de recours devant le tribunal administratif, quelle qu'en soit la forme.

### **11.2 - RESILIATION DU MARCHE**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI avec les modifications des articles 29 à 36.

Il est précisé que l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail peut entraîner, par décision du représentant du Pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En complément des cas prévus à l'article 31 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché lorsque :

- Le Titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations, objet du marché et que, soit aucun remplaçant n'a été proposé, soit celui-ci a été refusé par le pouvoir adjudicateur. Dans le même sens, il pourra être mis fin aux marchés en cas de diminution substantielle en termes qualitatif ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant.
- Le Pouvoir adjudicateur ne sera plus en mesure de financer les projets à l'origine du marché.

### **11.3 – INDEMNITE DE RESILIATION**

La résiliation prononcée en application des articles 30, 31, 32 et 33 du CCAG-PI n'ouvre pas droit à indemnité. Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur, et notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG-PI.

#### **11.4 – INDEMNITE DE RESILIATION**

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant, selon les modalités décrites à l'article 36 du CCAG-PI.

#### **11.4 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage, à savoir :

Tribunal administratif de Toulouse  
68, rue Raymond IV - B.P. 7007  
31068 Toulouse Cedex 07  
Tél. : 05.62.73.57.57 / Fax : 05.62.73.57.40. / [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)